

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Comment-l-ONU-GIEC-fait-la>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue de presse > **Comment l'ONU (GIEC) fait la promotion du nucléaire contre les rejets de CO2**

26 juin 2007

Comment l'ONU (GIEC) fait la promotion du nucléaire contre les rejets de CO2

Par GILLES LABARTHE/DATAS

ENQUÊTE • « Atténuer le changement climatique ». Derrière ce titre, le Groupe intergouvernemental pour l'étude de l'évolution du climat (GIEC) cache des analyses en faveur de l'énergie nucléaire dans le combat contre le réchauffement climatique.

Il porte le numéro 4, et c'est l'un des chapitres les plus controversés du Groupe intergouvernemental pour l'étude de l'évolution du climat (GIEC). Il est consacré aux ressources énergétiques et fait la promotion du nucléaire pour réduire les émissions de CO2. Ce document fera autorité pour les prochaines négociations liées au protocole de Kyoto.

Rendu public en mai dernier, il se pose comme LA référence mondiale dans ce domaine. Intitulé « Atténuer le changement climatique », portant sur les « remèdes » et les mesures à prendre de toute urgence, il est néanmoins largement passé inaperçu dans les médias. C'est en effet une épreuve ardue que de tenter de passer au travers de ces quatre mille pages pour en extraire le message essentiel. « J'ai essayé », s'énerve Pallava Bagla, rédacteur scientifique de New Delhi Television, qui regrette que l'ONU n'ait pas réussi à offrir un seul résumé valable concernant ces recherches. Le GIEC, pour sa part, ne produit pas non plus de communiqué de presse. « Comment voulez-vous que ça marche alors ? », s'interroge Pallava Bagla. A supposer même qu'il aient eu vent de ce rapport, beaucoup de journalistes ont tout naturellement préféré jeter l'éponge....

Désintérêt des médias

Sur ces douze derniers mois, plus de la moitié des articles que la presse a consacrés à l'OMM concernent une affaire de corruption, portant sur des millions de dollars et destinés à acheter les votes de délégués. Seuls deux articles sur les vingt-cinq recensés tentent de vulgariser les résultats alarmistes du dernier rapport du GIEC. Mais il suffit de se concentrer sur un seul chapitre du troisième volume, disponible à l'adresse ci-dessous¹ pour comprendre comment fonctionne la machine à fabriquer des rapports sur le climat. Il s'agit là d'un volume particulièrement important puisqu'il traite

des « solutions d'avenir » en matière de réduction de gaz à effet de serre, et recommande des énergies « propres ».

Le chapitre en question, le fameux numéro 4, est intitulé « Ressources en énergie » et ne contient « que » 112 pages. Dans une structure aussi consensuelle que celle des agences onusiennes, son accouchement a pourtant été difficile, témoigne le professeur Olav Hohmeyer, de l'Université de Flensburg, en Allemagne. Les délégués des cent vingt gouvernements représentés ont chacun tenter de faire valoir sa position en matière de ressources énergétiques. Surtout les Etats-Unis, « qui ont tenu à ce que dans le rapport, l'énergie nucléaire ressemble à une solution ».

Le correspondant d'Associated Press, Michael Casey, était présent à la conférence de Bangkok sur le climat pour assister aux négociations douloureuses sur le choix d'un mot, d'une terminologie, étirant les séances jusqu'à l'aube. « Ne pas citer, svp » Il a noté deux moments forts : celui où les délégués chinois ont voulu coûte que coûte faire inscrire dans le texte un blâme à l'intention des pays industrialisés d'Amérique du Nord et d'Europe, les accusant d'être la cause du réchauffement global, et surtout leur donnant la responsabilité de résoudre le problème. Et celui où « la délégation des Etats-Unis a donné de la voix pour vanter le rôle que pourrait jouer l'industrie nucléaire dans les efforts visant à réduire les gaz à effet de serre ».

Le nucléaire, écologique ? Ce discours trompeur a été mis au point à la fin des années 1980. Tout les environmentalistes informés le diront. Une version relue et approuvée du chapitre 4 devrait paraître en juillet prochain. Pour l'heure, en bas de page, il est écrit : « Do Not Cite or Quote ». Ne pas citer, donc. De la page 26 jusqu'à la page 31, le point 4.3.2. est spécifiquement consacré à l'énergie nucléaire, qui couvrait en 2005 environ 16% de la production d'électricité dans le monde, utilisant pour combustion quelque 65 500 tonnes d'uranium. En décembre 2006, 442 centrales nucléaires étaient en activité, les Etats-Unis possédant le plus grand nombre de réacteurs et la France, le plus important pourcentage d'électricité produite par le nucléaire et le Japon couvrant le tiers de ses besoins en électricité avec cinquante cinq réacteurs.

Ajoutons à cela que des projets de nouvelles constructions sont aujourd'hui en cours par centaines dans le monde ; que les Etats-Unis voient dans le nucléaire un moyen d'étouffer les énergies renouvelables, seuls concurrents sérieux au pétrole ; que les Etats- Unis, mais aussi le Canada, l'Australie et l'Afrique du Sud détiennent le plus gros des réserves d'uranium. L'uranium, matière stratégique dont le prix s'est envolé pour atteindre un record historique de 200 dollars le kilogramme. La plupart des grandes banques commerciales transnationales qui ont investi dans les industries extractives d'uranium font aujourd'hui des affaires en or dans ce secteur. Elles soutiennent activement la « solution » nucléaire...

Compétitivité nucléaire

Mais revenons à notre rapport. Certes, les points 4.3.2.1., intitulé « Risques et impacts environnementaux », et 4.3.2.2., « Gestion des déchets, retraitement et prolifération », survolent des aspects controversés du nucléaire : risques d'irradiation et d'accidents. Mais aucune mention n'est tout de même faite de la catastrophe de Tchernobyl.

Au final, l'énergie nucléaire est présentée comme « économiquement compétitive » et sa production, bien sécurisée. Qui plus est, les émissions de gaz à effet de serre par unité d'électricité produite par des installations nucléaires serait « similaire à celles des sources d'énergie renouvelables ». Un argument démonté depuis longtemps par l'agence spécialisée World Information Service on Energy, qui montre chiffres à l'appui qu'en tenant compte de toute la chaîne nucléaire – extraction, construction, traitement, conversion, transport, retraitement, stockage..., les gaz à effet de serre issus du nucléaire français peuvent représenter jusqu'à 9,1% des émissions totales.

« Ce chapitre 4 est l'un des moins bons de tout le rapport », regrette à voix basse le professeur Olav Hohmeyer, alors que le document du GIEC est salué dans son ensemble pour sa qualité. Parmi les auteurs de ce chapitre 4, la plupart ont soit un pied dans l'industrie nucléaire, soit dans l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Un des deux respectables coordinateurs de ce chapitre n'est autre que l'Américain Robert N. Schock, dont on trouvera une biographie intéressante sur le site Internet des Nations Unies 2. Il est connu pour ses articles prédisant un nouveau marché mondial pour le nucléaire.

Agences sous pression

On savait déjà que l'AIEA, noyauté par les Etats-Unis, exerçait son influence sur l'OMS. L'OMM et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) seraient aussi sous pression. Sur les cinq pages de synthèse consacrées à l'énergie nucléaire dans le chapitre 4, l'AIEA est avec l'Agence pour l'énergie nucléaire (un organisme de l'OCDE) la principale source des recherches citées par les experts du GIEC. L'AIEA, dont la direction est « truffée de spécialistes appartenant au lobby du nucléaire, qui utilisent un camouflage savant des conséquences pour la santé, l'environnement et l'agriculture que la catastrophe de Tchernobyl a entraînés.

Il est effarant de constater quel pouvoir et quelle influence l'AIEA exerce sur l'ONU... », écrivait en 2005 une coalition d'une centaine d'ONG du monde entier l'attention de Kofi Annan, pour protester contre le choix d'attribuer le Prix Nobel de la paix à l'organisation atomique en décembre 2005. « Des atomes pour la paix » ? L'expert américain Robert N. Schock l'avait prédit. C'était même le titre d'une de ses contributions scientifiques, en été 2004, pour un programme financé par une agence gouvernementale des Etats-Unis.

(1) www.mnp.nl/ipcc/pages_media/AR4-chapters.html

(2) www.un.org/esa/sustdev/csd/csd15/PF/bios/R_Schock_bio.pdf